



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 8 DECEMBRE 1979

N° 47

PRIX ANTILLES 150F
FRANCE 2F

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Editorial

FAUT IL DEFENDRE L'ECONOMIE COLONIALE ?

Deux mouvements similaires ont mobilisé en Martinique comme en Guadeloupe des milliers de travailleurs derrière les partis de gauche anticolonialistes PCM, PCG et PPM, mais aussi des hommes politiques plus modérés socialistes départementalistes (Saman) ou même derrière des hommes de droite.

La gravité de la situation a servi de prétexte aux partis de gauche pour enchaîner ce mouvement populaire aux hommes politiques de la droite et aux réformistes de tout acabit. Les nationalistes eux aussi y sont allés de leurs discours «unitaires» du genre «Nous sommes tous Guadeloupéens ... Nous pouvons nous entendre ...» Mais une question se pose tout de suite : s'entendre pour quoi faire ? La réponse, ces organisations de gauche et nationalistes l'ont donnée : «Défendre le sucre et le potentiel économique des Antilles».

L'orientation donnée par ces partis de gauche et par les nationalistes de l'UTA ou UPLG signifie que les vrais problèmes ne sont pas posés et que l'indignation, la colère ou la volonté de lutte des travailleurs et de la population sont aiguillés dans une voie de garage.

On défend ainsi la monoculture de la canne, mais on évite d'orienter le combat vers l'accaparement des terres des usiniers ! On évite de poser le problème du pouvoir politique qui, s'il appartenait aux peuples des Antilles, leur permettrait d'organiser l'économie autrement.

Il reste que le mouvement est très large derrière ces organisations. Que signifie-t-il ?

Les paysans, les petits commerçants, les paysans de Morne-à-l'Eau ou du Lamentin ne se battent certainement pas pour la «défense du sucre» ou de «l'économie» aux mains des capitalistes. La signification des luttes actuelles et de la mobilisation qui s'est faite ces deux dernières semaines, c'est tout simplement que les travailleurs ne veulent pas être jetés au chômage par des capitalistes qui estiment devoir fermer leurs usines. Ils refusent d'être les victimes consentantes de décisions situées à des milliers de kilomètres d'ici et qui se préoccupent fort peu de savoir que leur décision va créer le drame dans des milliers de familles ouvrières et paysannes des Antilles.

La classe ouvrière et les travailleurs de manière plus générale n'ont pas à se faire les défenseurs de l'économie actuelle, ni les chantres de la canne à sucre.

C'est leur emploi, leurs salaires qu'ils doivent défendre. Ils ne voient de solution que dans la destruction de l'économie présente et son remplacement par une autre économie organisée dans l'intérêt des masses populaires.

Une telle perspective s'oppose à toute idée de «replâtrer» le système actuel et d'y trouver des solutions. La seule solution réelle dans le renversement du pouvoir colonial et dans son remplacement par le pouvoir des travailleurs des Antilles.

PROCES DES JEUNES L'administration coloniale obligée de reculer... mais provisoirement

Le vendredi 30 novembre, le tribunal rendait le verdict du procès de l'affaire dite des jeunes de Schœlcher, c'est-à-dire des jeunes accusés d'avoir frappé des Français sur les plages au cours du mois d'avril.

En fait, le colonialisme a sciemment monté une provocation contre ces jeunes. Pour des faits qui étaient banals, la gendarmerie et la justice s'étaient mobilisées. C'était de véritables commandos, composés de plusieurs dizaines de gendarmes, venant de différentes brigades qui procédaient aux arrestations, parfois dans des conditions odieuses, comme ce fut le cas de R.E. arrêté à minuit chez lui, et qui fut de toute façon reconnu innocent par la suite.

La justice n'était pas en reste. Le sieur Beauvais, juge d'instruction considérait comme nécessaire "à la manifestation de la vérité" l'enfermement de R.E. pendant 23 jours alors qu'il était innocent. Pendant que 6 autres jeunes croupissaient en prison durant 3 mois, le même Beauvais mettait une lenteur remarquable à transmettre les dossiers aux avocats des jeunes.

Quant à France-Antilles, il publiait fièrement les photos des jeunes, les accusant de vols et de violences diverses. Toutes les pièces de la machination étaient mises en place pour justifier une condamnation extrêmement



Une manifestation du comité de soutien

lourde.

Devant ce fait, à l'initiative d'un certain nombre de parents d'emprisonnés se créa le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés qui a impulsé pendant plusieurs mois une campagne de soutien aux jeunes, réclamant notamment leur libération.

C'est au cours de cette campagne que la population apprit la mort de Philippe Chloë, retrouvé "suicidé" en prison. La prison avait tué ! La protestation populaire s'amplifia : plusieurs centaines de jeunes et de travailleurs participèrent aux activités du Comité de Soutien, une

suite page 4.

GUADELOUPE : A PROPOS DE L'UNITE . . .

Depuis quelque temps, différents courants politiques de la Guadeloupe : les nationalistes de l'UPLG, et le parti communiste et les organisations qui sont dans son sillage, comme l'Union de la jeunesse communiste, discutent dans leur presse respective le problème de l'unité des anti-colonialistes face au pouvoir colonial. Le "Journal Guadeloupéen", organe nationaliste reprenant les thèses de l'UPLG,

dans son deuxième numéro consacre plusieurs pages à ce problème, dans un article sur la question, et sous la forme d'une interview de Rosan Girard. Ce dernier retrouve l'occasion de présenter à nouveau des thèses déjà explicitées lors de plusieurs réunions publiques de-

puis près de trois ans maintenant.

Quant aux déclarations des dirigeants syndicaux lors des dernières manifestations des 3 et 4 décembre elles n'ont pas tari d'éloges sur le caractère unitaire de ces manifestations puisque tous les syndicats que compte la Guadeloupe y avaient participé. Tous les intervenants, pour la plupart militants ou dirigeants de partis politiques ont insisté sur "la nécessité de poursuivre l'effort unitaire pour aller plus loin"... etc ... Bref, du PCG qui, dans "l'Étincelle" appelle constamment à l'unité de tous les Guadeloupéens toutes les classes confondues, en passant par Rosan Girard et son projet «d'unité multi-classes et multi-races», l'uni-

té semble être le nouveau sujet de débat dans la presse des organisations de gauche, anti-colonialistes.

Mais elle n'est pas seulement un sujet de débat. Elle correspond aussi aux sentiments et aux aspirations d'une fraction de la petite bourgeoisie excédée de la présence coloniale mais aussi de la faiblesse relative du sentiment national dans la population, et de la stagnation du mouvement anti-colonialiste depuis plusieurs années.

Il s'agirait de créer un vaste front anti-colonialiste pour l'indépendance, et le PCG laisse même croire qu'il est prêt à faire le saut et à laisser tomber le vieux manteau de l'autono-

Suite page 4

OSCAR ARRETE SA GREVE DE LA FAIM

Albert Oscar a arrêté après plus de deux semaines la grève de la faim qu'il avait commencée le lundi 19 novembre. En effet, la date de son procès en appel est maintenant connue. Ce procès se déroulera le 18 décembre.

Le moins que l'on puisse dire est que le soutien qui lui a été porté par les syndicats ensei-

gnants et par son propre parti, le PPM, lui a été mesuré au compte-gouttes. Bien sûr, de nombreuses déclarations verbales ont été faites, des mises en garde énergiques adressées au recteur et au préfet, mais de mobilisation réelle et active pour la défense d'Oscar, il n'y en a point eu. Mercredi 28 novembre, les deux seules organisations à se trouver dans la rue pour une manifestation de soutien étaient le GRS et Combat Ouvrier, bien que le PCM et le PPM

entre autres avaient signé l'appel.

Quels que soient les reproches que l'on peut faire à Oscar et au groupe enchevêtré qu'il appartient (le COREM), quels qu'aient pu être les démêlés du SNES par exemple, avec le COREM, il n'empêche que la condamnation d'Oscar et sa radiation de l'enseignement sont des manifestations de la répression coloniale auxquelles il faut faire échec, en exigeant qu'Oscar soit réintégré et sa condamnation annulée.

Mais il apparaît plutôt, que ces organisations font passer leurs querelles de boutique et leurs griefs personnels contre Oscar avant la défense nécessaire d'un enseignant et d'un militant anti-colonialiste (membre du PPM et du COREM) victime de la répression.

D'ailleurs depuis le début de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant "L'affaire Oscar", ce soutien et cette mobilisation réelle ont manqué à ce dernier; et ce n'est peut-être pas un hasard s'il a été réduit en fin de compte à employer le moyen de la grève de la faim qui est un moyen individuel et désespéré pour se faire entendre. Car il n'a pas rencontré au sein de son parti, ni chez les syndicats enseignants, un désir véritable d'engager l'action pour sa défense. Pourtant une mobilisation massive est nécessaire pour faire reculer le recteur et la justice coloniale qui ont eu la main si lourde pour condamner et pénaliser Oscar.

Pour obtenir la levée de la condamnation d'Oscar, pour obtenir sa réintégration dans l'Education, il faut l'énergie et la mobilisation de tous.

LA GREVE GENERALE DES 3 et 4 DECEMBRE

Si les manifestations qui se sont déroulées mardi 3 et mercredi 4 ont été un succès, la grève générale fut par contre peu suivie par l'ensemble des secteurs travailleurs.

De nombreuses entreprises sont restées ouvertes. Certaines fonctionnaient avec un personnel réduit. A certains endroits les travailleurs ne se sont pas mis en grève tout simplement parce qu'ils ne s'étaient pas consultés au préalable et qu'il n'y avait pas eu de préparation suffisante pour expliquer les motifs

et la nécessité de la grève.

Une certaine confusion a donc régné dans de nombreux secteurs, certains faisant grève, d'autres non, comme dans certains super-marchés.

Cependant, des secteurs comme l'EDF, la SOFROI, le Crédit Agricole, la BDAF, les Pompiers, la DASS, les ouvriers de la canne, certains ouvriers de Blanchet, ceux de Bata, des travailleurs des super-marchés et d'autres ont participé à la grève et aux manifestations.

LA MANIFESTATION DE RUE FUT UN SUCCES

La manifestation du mardi 4 décembre fut incontestablement un succès. Ce sont près de 2.000 personnes qui se sont retrouvées à la gare routière de Bergevin dès 9 heures. Le cortège s'ébranla une heure après. Tous les syndicats qui avaient appelé à la manifestation étaient représentés. On pouvait remarquer aussi bon nombre de militants des différentes organisations de gauche et d'extrême gauche aux côtés des travailleurs des différents secteurs et aussi dans le cortège des syndicats enseignants.

Le ton et les mots d'ordre furent essentiellement ceux définis dans la plate forme syndicale préparée à l'avance par les différents syndicats : «Nou ka litté l'isine pé ké fémé», «rouvé l'isine Blanchet», «colonialis dého!». C'est en fait contre la fermeture des usines et contre la politique agricole du pouvoir colonial que la manifestation, les syndicats centrèrent leurs mots d'ordre.

Le cortège emprunta la rue Frédéric, le quartier du "Bas de la source", le chemin neuf, la rue du Commandant Mortenol et après être passé devant la poste, se disloqua dans la rue du cimetière et à la gare routière de Bergevin ; la majorité des manifestants étaient des travailleurs et de nombreux secteurs étaient représentés : canne, commerce, DASS, pompiers, Crédit Agricole, et d'autres. L'ambiance fut chaleureuse du début à la fin, et les centaines de travailleurs présents ne cachaient pas leur satisfaction d'avoir pu pendant près de deux heures crier leurs mots d'ordre et aussi leur colère contre l'exploitation et le pouvoir qui les opprime.



AU HALL DES SPORTS DE POINTE-A-PITRE LE MEETING DES ORGANISATIONS SYNDICALES



Environ 1.500 personnes se pressaient lundi 3 décembre à l'intérieur du Hall des Sports, au meeting organisé en commun par toutes les organisations syndicales de la Guadeloupe. Pour les syndicats, les objectifs de ce meeting et des deux journées de grève de lundi et de mardi, étaient de lutter contre le démantèlement de l'industrie sucrière, et contre les atteintes au niveau de vie des travailleurs.

Les organisations syndicales pensent que cette lutte doit désormais se faire sous le signe de l'unité, et c'est en effet le mot d'ordre d'"unité" qui reviendra tout au long des discours de la plupart des dirigeants syndicaux.

Tel fut par exemple le thème essentiel du discours de l'U.I.G. - C.F.D.T.

Le responsable de Force Ouvrière qui intervint ensuite, mit l'accent sur le fait que le monde traverse une crise et qu'il faut rompre avec les structures traditionnelles.

Le représentant de la F.T.G. et du S.P.E.C.O.G. pour sa part insista sur cette vaste offensive du capitalisme contre la classe ouvrière à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Il rappela qu'au cours des quatre dernières années, plus de 4.000 ouvriers du bâtiment et des Travaux Publics ont été licenciés. Il rappela également le renforcement de la répression patronale illustrée notamment par des

licenciements de délégués à la S.I.G. et à Blanchet.

En terminant, il rappela le caractère international de la lutte des travailleurs.

L'orateur suivant parla au nom de l'ensemble des syndicats de la fonction publique : (C.G.T., F.E.N., S.I.P.A.G., S.G.E.G., S.N.C.) et déclara qu'au delà des divergences il faut réaliser l'unité.

L'intervention suivante, du représentant de la C.G.T.G. ne fut pas exempte d'ambiguïté : il parla certes, de la responsabilité "du système", mais aussi de la nécessité d'exiger de nos élus et du pouvoir central la satisfaction des diverses revendications avancées par le cartel d'organisations. Mais le plus inattendu fut ce mot d'ordre de "la terre aux agriculteurs, l'usine aux industriels" auquel la C.G.T. ne nous avait pas encore habitués.

Le président du meeting qui est par ailleurs dirigeant du S.P.E.C.O.G. intervint ensuite pour mettre en cause les élus et il souligna, ainsi, que plusieurs représentants syndicaux qui l'avaient précédé, les limites de l'action du Conseil Général et son impuissance.

Enfin, le représentant de l'U.G.T.G. affirma que la cause essentielle des déboires de l'industrie sucrière est l'intégration au Marché Commun de l'économie guadeloupéenne. Il poursuivit avec une longue profession de foi nationaliste, regrettant entr'autres qu'il n'existe plus (!) une seule banque guadeloupéenne. Tout un programme en somme !

LE PPM CONTRE LES AUGMENTATIONS DE SALAIRE...

L'analyse des récentes luttes des travailleurs pour des augmentations de salaire (commerce, bâtiment, docks. ...) a conduit M. J.C. WILLIAM, membre du PPM, à se demander dans le "Progressiste" du 21 novembre, «si en dernière analyse ces revendications ne peuvent pas être considérées comme allant objectivement dans le sens de l'assimilation, puisqu'il s'agit d'arracher les mêmes avantages que les travailleurs français alors que les réalités économiques sont fort différentes : la France étant un pays développé, la Martinique un pays sous-développé».

M. J.C. WILLIAM se retranche donc derrière le caractère sous-développé de l'économie de la Martinique pour exiger des travailleurs qu'ils modèrent leurs revendications en matière de salaires.

En conséquence, et en toute logique nationaliste, M.J. WILLIAM en vient donc à demander aux travailleurs de se contenter des salaires de misère qu'ils perçoivent actuellement, pour ne pas faire le jeu du colonialisme et tomber dans "le piège assimilationniste".

Pourtant, cette "assimilation", que M. J.C. WILLIAM repousse avec tant d'horreur et d'indignation, il n'y a pas si longtemps, le PPM ne la demandait-il pas pour les fonctionnaires? Car en fin de compte, en se déclarant contre les 40%, le PPM prenait position pour que les salaires des fonctionnaires martiniquais soient "assimilés" c'est-à-dire ramenés au niveau des salaires perçus par les fonctionnaires français!

Mais le PPM, et M. J.C. WILLIAM en l'occurrence ne s'embarrasse pas de ces contradictions.

Aujourd'hui, il s'agit de condamner vigoureusement l'esprit "assimilationniste" des ouvriers et des employés qui ont la prétention de se battre pour de meilleurs salaires.

Et M. J.C. WILLIAM est conforté dans son argumentation par M. Roland SUEVOR, lui aussi membre du PPM, qui explique, dans le même numéro du "Progressiste" qu'une "augmentation massive des salaires" ne pourrait servir que les intérêts des "grandes entreprises étrangères qui pourront ainsi... éliminer les commerçants martiniquais, se placer ainsi en position de monopole..." Et, reprenant à son compte les arguments précédemment développés par le secrétaire général du PPM, DARSIERES, il conclut "qu'une telle augmentation" ne peut entraîner que : soit hausse générale des prix, soit licenciement et chômage, soit poursuite de l'installation et de la domination de groupes de monopoles immigrés".

Les représentants du Parti Progressiste Martiniquais s'adressent aux ouvriers et employés qui luttent pour l'amélioration de leurs salaires. Et, du haut de leur bonne conscience de petits-bourgeois, ils leur disent :

Lorsque vous vous mettez en grève pour arracher des augmentations de salaire, vous mettez en péril l'économie de notre nation, vous entraînez à la faillite notre bourgeoisie martiniquaise et favorisez la bourgeoisie étrangère. Et ils mettent les travailleurs en garde : Votre lutte est donc une lutte anti-"nationale", anti-"patriote", anti-"martiniquaise"

D'ailleurs M. J.C. WILLIAM ne se fait pas faute de le dire : «La combativité du prolétariat martiniquais, affirme-t-il, ... n'est pas nécessairement un facteur positif au plan de la lutte de libération nationale».

Pour tous ces messieurs, il faudrait sans aucun doute que les travailleurs se rangent derrière les intérêts des patrons martiniquais, qu'ils acceptent de se sacrifier au nom de l'intérêt "national". Pour que la bourgeoisie martiniquaise puisse faire front à la bourgeoisie "étrangère" bien plus puissante il faudrait

qu'elle trouve derrière elle l'appui de ceux qu'elle exploite férocement tous les jours : employés et ouvriers payés chichement, menacés de renvoi pour des riens, non-déclarés à la Sécurité Sociale, obligés de faire des heures supplémentaires, ... bref, tous ceux dont elle tire justement ses profits en les pressurant au maximum.

Les travailleurs n'ont aucune confiance à avoir en ceux qui les appellent à ne pas lutter contre leurs exploiters au nom de l'intérêt national martiniquais. Ils n'ont aucune confiance à avoir en ceux qui voudraient les voir demain sous le contrôle exclusif de la bourgeoisie martiniquaise, et qui cherchent dès aujourd'hui à leur lier les mains pour les empêcher de remettre en cause cette exploitation par leur propre bourgeoisie.

Bien au contraire, les intérêts des travailleurs vont dans le sens d'une lutte acharnée contre tous les exploiters et tous les capitalistes, qui, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur nationalité, sont d'abord et avant tout leurs ennemis de classe.

Quant à la lutte de libération nationale, c'est bien la classe ouvrière, et non la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie nationales débilés et inconsistantes, qui pourra la mener à son terme. Car seule la classe ouvrière est farouchement et irréductiblement opposée aux intérêts de la grande bourgeoisie française qui l'exploite et l'opprime, comme le fait la bourgeoisie dite "nationale"

Seule l'entrée en lutte de travailleurs, contre cette bourgeoisie colonialiste peut mettre un terme à la domination coloniale. Et les travailleurs, les exploités, n'ont aucun intérêt à se battre pour la cause de leur bourgeoisie nationale, qui ne manquerait pas de se retourner contre eux une fois qu'elle aurait atteint ses buts.

Claire GOYA

LEP - TRINITÉ

QUAND CERTAINS PROFESSEURS VOLENT AU SECOURS DE L'ENSEIGNEMENT COLONIAL

Le texte qui suit est un extrait du bulletin "La Voix des L.E.P."

Dernièrement, au L.E.P. de Trinité, les méthodes d'un professeur antillais ont été mises en cause par un groupe de professeurs. Le professeur en question organisait des séances avec la section SO (Sociale) en se basant sur des œuvres d'auteurs antillais. Certaines séquences étaient en créole et cela plaisait beaucoup aux élèves.

Eh bien, ses collègues ont accusé ce professeur de pervertir les élèves, de les dévergonder parce que dans un des poèmes mis en scène, il se trouvait quelques mots que certains des enseignants de "Social" ont jugé ordurier.

Ainsi, le travail a été interrompu et le programme d'animation prévu par la SO pour la sortie de Noël ne se fera pas.

L'attitude de ces professeurs est inadmissible, car elle porte atteinte aux élèves. Ces enseignants n'ont pas pu ou n'ont pas voulu présenter un travail d'animation, et maintenant, ils s'érigent en censeurs contre un de leurs collègues, tout ça pour quelques mots d'un texte en créole !

De plus, c'est nous prendre pour des enfants au berceau, pour décider à notre place de ce qui est bon ou pas bon pour nous.

En tout cas, nous, élèves du L.E.P. de Trinité nous protestons contre cette atteinte à la liberté d'expression.

LAREINTY ROUVRE : QUI EN PROFITERA ?

Sous le titre "Lareinty fumera. L'Etat apporte son soutien au fonctionnement de l'usine", le journal France-Antilles annonce la réouverture de l'Usine du Lareinty.

On sait que depuis plusieurs semaines, le parti communiste et la municipalité du Lamentin ont mené une campagne contre la fermeture de cette usine située dans la plaine du Lamentin.

D'après France-Antilles, le plan avancé par le conseiller général Charron aurait été accepté - à quelques nuances près - par le gouvernement.

Une SICA (Société d'intérêt collectif agricole) serait soutenue financièrement par le conseil général et certaines communes, mais aussi par des fonds provenant de l'Etat. Le tout devant être opérationnel en début de récolte de 1980.

Mais Dijoud, le ministre des DOM - TOM,

aurait quand même pris la précaution d'ajouter qu'il faut mettre sur pied une société de transport de cannes qui pourrait servir "d'ultime garantie pour assurer le transport de la canne vers l'usine du Gallion, en cas de difficultés (!) techniques au Lareinty". Voilà qui s'appelle louvoyer ! D'une part on donne satisfaction aux Charron et à tous ceux qui ont enfourché le cheval de la création d'une société d'économie mixte et en même temps on préserve toujours la possibilité de remettre toute l'affaire aux mains du groupe Cointreau qui contrôle le Gallion.

Charron et tous les partisans de la SICA et l'"économie mixte" vont crier victoire. Lareinty va rouvrir ses portes. Mais pour combien de temps ! Et de quelle victoire s'agit-il ? A qui profite-t-elle ?

Laissons parler le patron de Lareinty. Il (Yves Hayot) déclare à France-Antilles le 21 novembre : « Dans la nouvelle Sica, ... je res-

terai le plus gros fournisseur de cannes. J'en livrerai près de 50% du total traité par l'usine. ... C'est parce que je fournirai des cannes au Lareinty que l'opération Sica est possible. ... Et il est bien évident que si l'usine n'ouvre pas. ... je me trouverai face à d'énormes difficultés pour placer ma récolte de 1980 ».

Les partisans de la Sica et de la société d'économie mixte (Charron et le PCM en particulier. ...) ont donc contribué à régler les problèmes de M. Hayot. Celui-ci n'aura plus les soucis de la gestion de l'entreprise. L'état et les communes et le conseil général (les fonds publics) feront donc marcher l'usine et Hayot en tant qu'actionnaire et gros planteur touchera les bénéfices.

Voilà qui montre toute la fausseté de l'orientation du combat dirigé par le PCM sur cette affaire. La mobilisation populaire importante au Lamentin au moins le jour de "Lamentin ville morte" aura servi en fin de comp-

te à maintenir une production qui est rejetée par les capitalistes et qui plus est n'est nullement "une activité économique pour laquelle son sol et son climat lui donnent une vocation évidente" comme l'écrit Mauvois dans l'éditorial de "Justice" N° 42.

C'est le colonialisme, les grands propriétaires qui ont imposé à la Martinique et à la Guadeloupe l'agriculture d'exportation (Sucre-Bananes-Ananas) qui y domine au détriment des cultures vivrières. Et c'est cette structure qui contribue à maintenir la dépendance économique des Antilles par rapport à la « Métropole ».

Le seul combat qui sera bien orienté et qui ne débouchera pas sur des aménagements dont les capitalistes seront les principaux bénéficiaires dans l'agriculture est celui qui remettra en cause cette structure elle-même et la concentration des terres aux mains d'une poignée d'individus qui en est le corollaire.

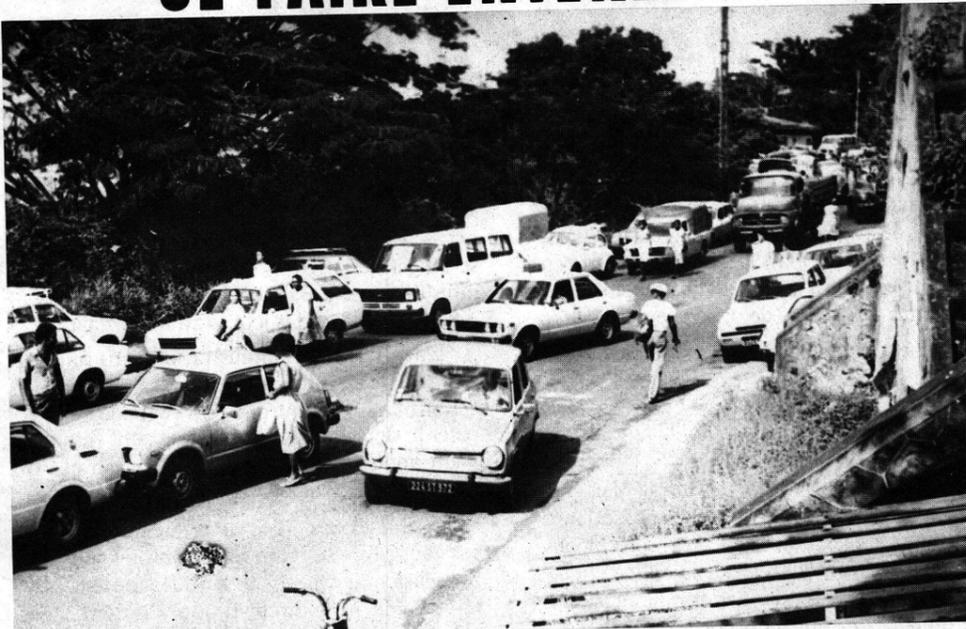
MARTINIQUE LES CHAUFFEURS DE TAXIS COLLECTIFS ONT SU SE FAIRE ENTENDRE

En bloquant complètement Fort-de-France pendant toute la journée du 29 novembre, les chauffeurs de taxis collectifs ont contraint la préfecture à examiner enfin d'un peu plus près leurs revendications. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore s'ils ont obtenu entièrement satisfaction, mais tout au moins des promesses ont été faites, des assurances leur ont été données et les autorités disent se préoccuper de leur cas.

Leurs principales revendications portent sur une augmentation des tarifs, l'application de l'assurance-maladie-vieillesse, diverses charges qu'ils veulent voir réduites ou supprimées, et certains avantages qu'ils veulent voir acquis à la profession.

Bien sûr, l'augmentation des tarifs et la revendication du maintien de la 7^{ème} place dans les voitures de type "familiale", ce qui fait que les passagers sont serrés, ne vont pas dans le sens de l'intérêt des usagers des taxis collectifs.

Mais il est d'un autre côté certain que ces petits entrepreneurs se trouvent confrontés aux mêmes problèmes de hausse du coût de



la vie que les autres catégories de travailleurs. Dans de telles conditions, il est facile pour la Préfecture d'opposer chauffeurs de taxis et

travailleurs et de rendre les premiers responsables par exemple de la hausse des prix. En réalité, les chauffeurs de taxis ne font que défen-

dre leur niveau de vie. Mais ils doivent trouver le moyen malgré tout de faire en sorte que les usagers ne soient pas les victimes d'un tel état de fait, en contraignant par exemple le pouvoir à les subventionner ou à supprimer leurs charges.

Quoi qu'il en soit, le mouvement des chauffeurs de taxis a été accueilli avec une certaine bonne humeur par la population, et il semble que les usagers ne leur ont pas tenu rigueur de les avoir contraints à aller à pied à leur travail ou de ne pas s'y rendre du tout !

DERNIERE HEURE

Au moment où nous publions le présent numéro, il était rendu public les avantages obtenus par les artisans chauffeurs de taxis collectifs. On les autorisait à augmenter leurs tarifs de 14 % alors qu'ils réclamaient 18 %.

Aussi, le mécontentement est latent parmi eux, et on parle d'un nouveau blocage de Fort-de-France.

Affaire à suivre donc.

ECHOS

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

A SPITZ :

Depuis le 29, il manque un ASH absent pour 15 jours. Le nombre d'agents pour Spitz 1 et 2 est déjà réduit. Il n'y avait ce week-end qu'un seul agent pour l'étage et le rez-chaussée.

La direction parfaitement informée, dit qu'elle verra lundi 3 décembre !

Ainsi, elle a choisi de laisser un effectif encore plus réduit que celui admis pour les piquets de sécurité lors des grèves !

La direction se moque du bien-être des malades.

NON REMPLACEMENT DES AGENTS: TRACASSERIES PASSAGERES OU NOUVELLE POLITIQUE D'AUSTERITE DE LA DIRECTION

Sitôt la grève terminée, la direction a pris des mesures de rétorsion contre le personnel, qui se répercutent sur les malades. Ainsi elle a décidé de ne pas remplacer les agents en congé annuel et en congé de maladie. Elle refuse le départ de certains camarades en congé annuel pour décembre.

Elle va jusqu'à renvoyer des travailleurs qui effectuaient déjà un remplacement.

Toutes ces tracasseries sont peut-être passagères et traduisent la rogne de la direction d'avoir dû céder sur le paiement des jours de grève. A ce compte là, son attitude relève de la plus basse mesquinerie et ne diffère en rien de celle des patrons réactionnaires. Sinon il s'agit pour la direction de prendre prétexte de la grève pour imposer des mesures d'austérité ordonnées par le gouvernement, puisqu'elle avance que si les services fonctionnaient avec effectif réduit, ils peuvent fonctionner aussi quand 1, 2 ou 3 agents sont en congé annuel ou en congé de maladie.

DES

De toute façon, que ces mesures soient ponctuelles ou définitives, elles nous montrent que nous n'avons pas fini de nous battre. De plus, il serait dangereux pour nous mêmes, si ces mesures sont ponctuelles, de les accepter, car nous donnerions ainsi la possibilité à la direction de les instituer définitivement.

Nous devons nous préparer à donner un coup d'arrêt au non-remplacement des agents absents.

CHPP POUR LE PAIEMENT DES JOURS DE GREVE

Ceux d'entre nous qui ont participé à la dernière grève ont reçu une lettre leur signifiant que cette journée serait prélevée sur leur salaire. En effet, la direction a fait établir des listes de grévistes au niveau de chaque service.

Certains trouveront peut-être paradoxale cette attitude de la direction : le directeur ayant laissé entendre qu'il était d'accord avec les objectifs de cette grève, et ayant signé et publié le communiqué des directeurs et chefs de service protestant contre les restrictions de crédits dans la santé.

Mais il n'y a là rien d'étonnant. Le directeur quels que soient "ses états d'âme", est le fidèle serviteur de l'état-patron. Il verse une larme de crocodile sur le manque de crédits et de personnel, mais n'oublie pas de retirer sur nos salaires la journée consacrée à lutter contre cela. Voilà qui devrait servir de leçon à ceux d'entre nous qui se laissent prendre à sa démagogie.

Pour le prochain mouvement, nous devrions en tout cas nous fixer comme objectif le paiement des jours de grève. La lutte victorieuse de nos camarades de Martinique a montré que c'est possible.

ENTREPRISES

CHPP

NEPHRO : ON PATAUGE A L'OFFICE

Depuis plusieurs mois, le plafond de l'office du service de Néphro coule en permanence. Le sol est humide et les agents pataugent pour faire la vaisselle et servir les repas. Malgré plusieurs réparations, le plafond n'est toujours pas étanche !

Une telle "Marina les pieds dans l'eau" est inacceptable comme office.

MARTINIQUE

LA CAMIC VEUT NOTRE PEAU !

Le mardi 27 un ouvrier était électrocuté en lavant au jet d'eau la coque d'un bateau. En effet, il a servi de fil de terre dans 50cm d'eau et à 10 mètres en dessous du niveau de la mer, ce qui a augmenté la force du courant.

Cet accident n'a rien d'étonnant, les précautions les plus élémentaires n'étant pas prises dans l'organisation du travail au Bassin de Radoub.

Si le circuit électrique arrivant au bateau avait été vérifié et par la Camic et par l'autre société qui a fait le branchement, cet accident aurait pu être évité.

Mais vérifications, contrôles : pour les patrons cela signifie perte de temps et donc perte d'argent ! La peau de l'ouvrier leur revient moins cher ...

SOFROI :

NOUS FAUDRA-T'IL CASSE - CROUTER EN VILLE ?

Un marchand ambulant est venu demander au directeur l'autorisation de venir le matin devant la Sofroi pour vendre sandwiches et boissons.

Rimbaud avait donné son accord, et beaucoup d'entre nous étaient satisfaits, car nous n'avons pas actuellement une telle possibilité. Mais le chef du personnel, Déraivin, s'y est for-

mellement opposé, prétextant qu'il ne saurait reconnaître d'où proviendraient les consommations des employés : en clair, si nous les aurions effectivement achetées chez ce marchand ou volées à la Sofroi.

Rimbaud s'est finalement rallié à la position de Déraivin. Puisque ce dernier tient tant à s'assurer que nous ne consommons rien à la Sofroi, en viendra-t-il à nous accorder une heure de pause casse-croûte pour nous permettre d'aller jusqu'à Pointe-à-Pitre ou aux Aby-mes ?

MARTINIQUE

C.A.F. : UNE DIRECTION A METTRE AU PAS.

Les 7 points de la convention collective avaient fait ressortir, que la CAF était dirigée par une équipe d'irresponsables.

D'autres faits viennent attester cela : c'est ainsi, qu'après s'être engagée à payer le vendredi 16 avant 13h30, la direction n'avait toujours pas versé les salaires à 16 h.

La direction veut-elle recommencer sa malheureuse expérience ?

Si oui, qu'elle sache que nous restons vigilants et prêts à toutes éventualités.

MARTINIQUE

SECURITE SOCIALE

LA DIRECTION DOIT PAYER LA JOURNEE DU 29

La journée du 29 novembre a été celle de la grève des taxis collectifs. Et cela a eu pour conséquence immédiate l'empêchement pour bon nombre de travailleurs de se rendre sur leurs lieux de travail, car dès 5 heures du matin, les entrées de la ville étaient bloquées.

Fidèle à elle-même, la direction a relevé les absences et les retards. Que mijote-t-elle contre nous ?

En tout cas ne nous laissons pas faire en cas de retenue sur nos salaires.

Iran : C'est l'impérialisme américain le fauteur de guerre

Après plusieurs semaines, la tension créée par la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran est loin d'être retombée. Aucune véritable solution ne semble pour l'instant se préciser, l'ex-Shah demeurant toujours sur le territoire américain, et le personnel de l'ambassade étant toujours retenu par les étudiants iraniens.

La menace d'une intervention militaire américaine ne cesse de se préciser, à mesure que le conflit se prolonge. La presse occidentale est presque unanime à condamner l'action des étudiants iraniens soutenus par Khomeiny. Et cette condamnation de la soi-disant barbarie islamique et du fanatisme religieux est faite en des termes qui confinent parfois à l'hystérie. Mais derrière les mots, il importe de comprendre ce qui est en jeu actuellement en Iran, et quelles sont les raisons de cette hargne particulière de la bourgeoisie occidentale et de sa presse.

C'est qu'en renversant le régime du Shah,

entièrement à la dévotion de l'impérialisme, les masses iraniennes qui ont porté Khomeiny au pouvoir ont profondément remis en cause "l'équilibre" de la région. Revenu en place avec l'aide des services secrets américains, ayant une puissante armée encadrée et équipée par les Etats-Unis, le Shah constituait une des pièces maîtresse de l'impérialisme dans cette région du monde. Ayant plus de 2 000 km de frontières avec l'URSS, l'Iran, dont les côtes donnent également sur le Golfe Persique, où se trouvent les plus grandes réserves mondiales de pétrole, était l'un des atouts majeurs de la stratégie américaine.

Mais les masses iraniennes n'en pouvaient plus de subir la dictature du Shah, qui tout en amassant personnellement une fortune fabuleuse, maintenait la population dans la plus grande misère, et torturait ou assassinait les opposants. Au prix de milliers de morts, le peuple iranien a chassé le tyran. Il s'est donné pour guide l'ayatollah Khomeiny, qui n'a

certes pas mis en place un régime favorable aux travailleurs, mais dans lequel les masses iraniennes se reconnaissent actuellement. Ce régime entend, semble-t-il, diminuer la dépendance dans laquelle l'Iran se trouvait vis-à-vis de l'impérialisme, en contrôlant davantage, par exemple, la production pétrolière, élément essentiel de l'économie du pays. Ce simple fait suffit pour que l'impérialisme essaie de renverser de nouveau le régime. Et il y a toujours les raisons de penser que l'ambassade américaine cherchait à fomenter un complot contre Khomeiny.

L'action des étudiants islamiques, outre qu'elle permet à l'ayatollah de renforcer "l'unité nationale" en cette période critique pour l'Iran, est aussi une réplique aux attaques et pressions diverses, notamment financières et économiques, auxquelles se livre l'impérialisme pour mettre l'Iran en difficulté. Et contrairement à ce qu'affirme la presse, c'est plutôt une action défensive qu'une agression.

On cherche à faire des Iraniens des éventuels responsables d'un conflit aux conséquences imprévisibles. Mais ce n'est pas l'Iran qui menace la paix mondiale ; ce n'est pas l'Iran qui menace d'attaquer ou de bombarder les Etats-Unis, mais bien l'inverse. Jusqu'à présent, l'impérialisme hésite encore à mettre en œuvre une telle intervention : car outre qu'il se heurterait à tout un peuple en armes (et l'exemple du Vietnam est encore présent dans les mémoires), une agression pourrait déclencher des réactions en chaîne dans tous les pays arabes. Beaucoup d'entre les gouvernements arabes redoutent de subir le sort du Shah, notamment l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Et s'attaquer à un pays frontalier de l'URSS signifierait pour les USA prendre le risque de déclencher une guerre mondiale.

En tous cas, en cas de conflit, la position des travailleurs est claire : soutien total au peuple iranien, face à l'impérialisme.

Max RODON

Incident raciste au LEP du François

Le mardi 27 novembre, un professeur français du LEP du François, le sieur Borillot s'est permis de donner un coup de pied à un élève de la classe de 1^{ère} année de CAP en Electromécanique. Il faut dire que les élèves d'Electromécanique et Electrotechnique du LEP du François ont à plusieurs reprises reproché à Borillot ses conceptions plutôt curieuses d'enseignement. Comme pour leur donner raison, ce dernier est passé aux actes en agressant un des élèves.

Un tel acte a soulevé l'indignation de la classe, et pour désamorcer l'affaire, Borillot a été suspendu. Des actes semblables sont coutumiers aux Antilles de la part des colonialistes. L'an dernier, à pareille époque, c'était au LEP du Lamentin en Guadeloupe, qu'un professeur frappait un élève d'un coup de pied. Il y avait eu grève et le professeur avait été renvoyé. Toujours en Guadeloupe, à Baim-

bridge, lors des incidents, un professeur blanc du LEP était à la tête du commando raciste qui a tenté sans succès de faire la loi dans la cité scolaire.

En mai dernier, c'est Olivier, le proviseur français du LEP du Marin qui agressait Oscar. Alors que Olivier était laissé libre et muté en France, c'est Oscar que la justice coloniale condamnait à 3 mois de prison ferme.

Cette attitude ouvertement raciste de bon nombre de Français ne s'explique que parce

qu'ils se savent, sinon ouvertement encouragés, du moins soutenus par le pouvoir colonial ici.

Car dans les colonies qui sont la Martinique et la Guadeloupe, tous ceux qui détiennent une parcelle du pouvoir réel sont blancs : préfet, juges, responsables de la police et de l'administration, gendarmes et militaires. Quoi d'étonnant à ce que leurs congénères ensei-

gnants ou autres petits-bourgeois s'estiment eux aussi chefs et se mettent à frapper les élèves dont ils ont la responsabilité.

Une telle attitude ne fait que verser l'huile sur le feu. S'étonnera-t-on après que des jeunes, sensibles à ces injustices se décident à se venger des affronts subis ? C'est bien ce qui s'est passé à Baimbridge en Guadeloupe, à Schœlcher avec les jeunes au mois d'avril.

L'attitude de l'administration dans tous ces cas montre qu'elle pactise avec les racistes. Il est bruit maintenant que l'on envisage de rappler le sieur Borillot. Les élèves sont fermement opposés au retour de ce monsieur et exigent son renvoi définitif.

Il est d'autre part évident que de tels actes sont appelés à se reproduire, à moins que la population ne chasse des Antilles toute la vermine colonialiste qui sévit pour l'instant encore.

LE PROCES DES JEUNES : suite de la page 1

campagne de réunions publiques eut lieu en Martinique, ainsi que plusieurs manifestations de rues.

Prenant en compte ces faits nouveaux, la justice décida de la mise en liberté provisoire des jeunes le 12 juillet.

Le 14 juillet, les policiers sous les ordres du tristement célèbre commissaire Crépin, chargèrent un groupe d'une centaine de manifestants venus protester sur la Savane contre la mort de Philippe Chloë.

Les flics matraquèrent sauvagement et in distinctement la population, bousculant des enfants par exemple. A l'issue des incidents, on retrouva inanimée Madame Lacrampe qui mourut à l'hôpital une dizaine de jours plus tard. Elle avait été hospitalisée comme asphyxiée, sans doute par les grenades lacrymogènes

lancées par les policiers le 14 juillet.

Cependant, la population demeurait vigilante et pendant le procès, ce furent des centaines de jeunes qui soutinrent les inculpés.

Aujourd'hui, le verdict est tombé. Un des jeunes est relaxé, 3 sont condamnés à 2 mois de prison avec sursis et 800 Francs d'amende et 2 autres à 2 mois de prison ferme et 800 Francs d'amende. Cela apparaît comme un recul très net du pouvoir colonial : le substitut du procureur de la république ne demandait-il pas jusqu'à 1 an de prison ferme pour 3 des inculpés ?

Ce verdict a été ressenti par beaucoup comme une victoire contre le pouvoir colonial. Mais cette victoire a été payée fort cher. En fin de compte, l'ordre colonial a fait 2 morts :

Chloë et Madame Lacrampe ! 6 jeunes ont croupi 3 mois en prison pour pratiquement rien. Pour 2 d'entre eux au moins, il a été établi qu'on ne pouvait rien leur reprocher !

Ainsi, même quand on le force à reculer, le pouvoir colonial ne se montre pas moins maléfique, moins hargneux, moins répressif. La décision du Parquet, représentant direct du ministère de la justice, donc de l'ordre colonial, de faire appel "à minima" le montre aisément. Ces messieurs estiment que la décision est trop légère. Ils n'ont donc pas eu leur content de morts, leur ration de mois de prison, ils en redemandent. Raison de plus pour que les jeunes, les démocrates, les anti-colonialistes restent mobilisés pour le procès en appel.

Jacques BRUEL

A propos de l'unité... suite de la page 1

mie qu'il prône depuis près de 20 ans.

Certains de ces partis ont une influence réelle sur la classe ouvrière, d'autres la cherchent, mais toujours est-il que le but de cette unité est de faire appel à toutes les classes contre le colonialisme. Ce projet là peut séduire, car il semble signifier que l'addition de tous les partis donnera une force plus grande pour combattre le colonialisme. Mais, si on se place du point de vue des travailleurs, un tel regroupement n'est pas aussi séduisant qu'il y paraît. Car il sera dirigé par la petite bourgeoisie anti-colonialiste et le nouvel état qui sera créé sera un état d'où la classe ouvrière sera exclue et sur lequel elle n'aura aucune prise.

Ce qui explique la démarche de tous ces dirigeants et militants qui veulent une telle unité, c'est en fait qu'ils aspirent à prendre le pouvoir à la place du colonialisme, à obtenir l'indépendance. Mais dans leurs conceptions ils ne peuvent admettre un état dirigé par les travailleurs. Ils se considèrent eux-mêmes comme les mandataires des travailleurs, et parlent au nom des ouvriers, des paysans et de tout le peuple. Ils cherchent, comme l'UPLG par exemple,

l'appui de la paysannerie, mais dans les conditions particulières de la Guadeloupe. Cet appui, dans le cas où ils l'obtiendraient, ne donnerait pas un poids social suffisant pour chasser le colonialisme.

Les travailleurs ont intérêt à prendre la tête des masses populaires lorsque celles-ci engageront la lutte pour l'indépendance. Et dans cette lutte, ils mettront un contenu social et politique que ne peuvent y mettre les organisations nationalistes ou autonomistes. Les travailleurs ont intérêt à construire leur propre parti indépendant et à viser le pouvoir pour leur propre compte.

A partir du moment où elle sera au pouvoir dans un état qui sera le sien, la classe ouvrière pourra toujours définir une conduite appropriée vis à vis de la petite bourgeoisie dont certaines couches pauvres pourront être associées au pouvoir, la paysannerie pauvre notamment.

Pour renforcer leur lutte, les travailleurs ont besoin de l'unité, oui, mais de quelle unité ?

Il est possible qu'il y ait des accords à passer et cela serait même nécessaire dans la lutte quotidienne contre le colonialisme comme dans une lutte à plus long terme. Mais cela ne signi-

fie absolument pas que la classe ouvrière doive accepter la fusion dans un front.

Ces accords peuvent englober une plate forme de lutte générale contre le colonialisme ou des accords de lutte ponctuelle, ou aussi les deux. Frapper ensemble, marcher séparément, disait Lénine... Effectivement, frapper ensemble permettrait une plus grande efficacité dans la lutte anticolonialiste. Mais, dans cette lutte politique unitaire, dont les manifestations peuvent être extrêmement variées et vastes, l'indépendance du parti des ouvriers doit être préservée. L'unité la plus large contre le colonialisme ne doit pas aller dans le sens d'une plus grande soumission du prolétariat au diktat des états-majors politiques défendant les intérêts d'autres classes sociales.

Par contre, une telle dynamique unitaire où l'indépendance politique du prolétariat est respectée peut permettre le renforcement du mouvement ouvrier et lui ouvrir des possibilités d'action plus grandes. Si elle joue dans ce sens, dans le sens de l'intérêt de classe du prolétariat, elle sera éminemment positive et fructueuse.

POUR CHIRAC UN CYCLONE CA PEUT SERVIR...

Depuis le 26 novembre Jacques Chirac a déclenché une grosse campagne publicitaire intitulée "de solidarité en faveur des Antilles". Des annonces sont parues dans les journaux. A Paris, à chaque coin de rue, un panneau immense fait appel à "la générosité des Parisiens pendant la semaine du 26 novembre au 9 décembre", incitant les intéressés à adresser leurs dons sous forme de chèques au Receveur Général des Finances de Paris.

Il y a vraiment de quoi s'étonner que Chirac ait attendu plus de deux mois après le cyclone, alors que l'intérêt de la plupart des gens pour la catastrophe des Antilles est retombé, pour réveiller une pareille campagne. Il avait pourtant les moyens de la faire plus tôt, puisqu'il peut disposer en permanence de tout Paris pour ses informations municipales.

Tout se passe donc comme si cette campagne à grande échelle n'est qu'un prétexte pour soigner sa popularité auprès de l'émigration antillaise en France.

D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que Chirac fait semblant de s'intéresser aux Antillais. Déjà, à la veille des élections municipales, il avait organisé un gala pour les Antillais dans un des plus luxueux hôtels de Paris. Des cartes d'invitation avaient été lancées, mentionnant comme appât "consommation gratuite". Chirac en avait donc profité pour faire toutes sortes de promesses aux Antillais. Il n'empêche que quelques jours après son installation à la mairie, ses services, recherchant du personnel, spécifiaient bien «d'éviter d'embaucher dans les bureaux du personnel de couleur».

Alors toute cette campagne faite par Chirac n'a qu'un but : toucher les trois cent mille Antillais qui vivent et travaillent dans la Région Parisienne, afin qu'aux prochaines élections présidentielles, ils votent pour lui.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728